

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE

LIBRARY



Distr.
GENERALE

A/33/157
6 septembre 1978

ORIGINAL : FRANCAIS

Trente-troisième session
Point 79 de l'ordre du jour provisoire

PRESERVATION ET EPANOUISSEMENT DES VALEURS CULTURELLES

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le rapport qui lui a été communiqué par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture conformément à la résolution 31/39 de l'Assemblée générale, en date du 30 novembre 1976.

* A/33/150.

78-19213

(36 p.)

ANNEXE

Rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture

Table des matières

	<u>Paragrophes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 5	2
II. LES VALEURS CULTURELLES ET LE PLAN A MOYEN TERME DE L'UNESCO (1977-1982)	6 - 9	4
III. TRAVAUX INTERDISCIPLINAIRES CONCERNANT LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ENDOGENE PAR LA VALORISATION DE L'IDENTITE CULTURELLE ET DE LA PARTICIPATION DE TOUS A LA VIE CULTURELLE	10 - 47	6
A. Connaissance des cultures et valeurs culturelles distinctives	10 - 18	6
B. Diversité culturelle et pluralisme	19 - 22	8
C. Dimension culturelle du développement	23 - 37	10
D. Participation de tous à la vie culturelle	38 - 41	14
E. Progrès des valeurs vivantes et liberté créatrice	42 - 47	15
IV. PRESERVATION DU PATRIMOINE NATUREL, CULTUREL ET ARTISTIQUE : MONUMENTS, SITES ET MUSEES	48 - 55	18
V. PROBLEMES RELATIFS A L'ECHANGE ET A LA RESTITUTION VOLONTAIRE DE DIVERSES OEUVRES D'INTERET CULTUREL	56 - 68	20
VI. INTEGRATION DES VALEURS CULTURELLES DANS LES PROCESSUS EDUCATIFS	69 - 76	24
VII. SCIENCE, TECHNOLOGIE ET VALEURS CULTURELLES	77 - 82	27
VIII. INFORMATION, COMMUNICATION ET VALEURS CULTURELLES	83 - 94	30
IX. LES VALEURS CULTURELLES ET LE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION CULTURELLE INTERNATIONALE	95 - 102	33
X. CONCLUSIONS	103 - 107	35

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport donne un aperçu du travail accompli et des projets de l'UNESCO relatifs à la préservation et à l'épanouissement des valeurs culturelles et se rapportant à la période de septembre 1976 à avril 1978.
2. Dans sa résolution 31/39 du 30 novembre 1976, l'Assemblée générale, rappelant ces résolutions 3026 (XVII) du 18 décembre 1972 et 3148 (XVIII) du 14 décembre 1973, a pris acte avec satisfaction du rapport du Directeur général de l'UNESCO en date du 24 août 1976 (A/31/111, annexe) sur la question de la préservation et de l'épanouissement des valeurs culturelles. Se référant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (résolution 2200 A (XXI), annexe) et en particulier à l'article 15, l'Assemblée générale a mis l'accent sur la dimension culturelle du développement comme partie intégrante de l'ensemble du processus de développement, sur le développement des valeurs culturelles, sur les échanges culturels et la coopération pour favoriser une meilleure compréhension entre les Etats, les peuples et les individus et pour contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité internationales, qui est une condition préalable importante du progrès socio-économique. L'Assemblée générale a souligné également la nécessité de réaliser une fusion harmonieuse des valeurs culturelles des civilisations traditionnelles et des progrès de la science et de la technique, comme aussi de développer les relations culturelles internationales et d'accroître la prise de conscience de la nécessité d'une action concertée dans le domaine de la préservation et du développement des valeurs culturelles.
3. Afin de contribuer à l'élaboration de ce rapport et conformément aux décisions de la Conférence générale de l'UNESCO à sa dix-huitième session, tenue à Paris en 1974, et à sa dix-neuvième session, tenue à Nairobi en 1976, une réunion d'experts a été organisée par l'UNESCO à Varsovie du 24 au 28 octobre 1977, en collaboration avec le Ministère de la culture et des beaux-arts de la Pologne et la Commission nationale polonaise pour l'UNESCO. Cette réunion groupait des experts invités à titre personnel, provenant de différentes régions géoculturelles et appartenant à différentes disciplines socioculturelles, qui, dans l'esprit de la résolution 31/39, ont discuté de la place des valeurs culturelles dans le processus du développement et de la coopération internationale. C'est cette préoccupation qui a dicté le choix des thèmes qui comprenaient les rapports entre les valeurs culturelles, la science et la technologie; l'identité culturelle et le respect de la diversité; l'éducation et la formation; la communication; la création; l'environnement; le patrimoine et la coopération internationale.
4. Les travaux du Comité d'experts ont fait apparaître le caractère universel de la dimension culturelle du développement qui s'exprime de différentes manières selon divers contextes sociopolitiques et économiques. Ils ont montré également que la dichotomie entre les pays dits "développés" et ceux qu'on nomme "en développement" est artificielle. Chaque société en vérité est en développement et poursuit des objectifs socioculturels conformes à son niveau de croissance économique et technique et aux besoins que lui dicte son système de valeurs.

Mais le développement n'a de sens que s'il est endogène, centré sur l'homme, multidimensionnel, intégré et interdisciplinaire, et s'il implique une prise de conscience préalable de la spécificité culturelle des populations intéressées, c'est-à-dire l'affirmation de leur identité culturelle. En effet, il est apparu que ce n'est qu'en enracinant les technologies importées dans les valeurs culturelles qui leur sont propres que les populations parviendront à les adapter sans traumatismes graves. De plus, si un développement authentique implique le respect des particularismes de chaque pays, il convient également de noter que les populations mobilisées dans cette optique répondent mieux à l'appel des gouvernants. Enfin, les plans de développement ainsi élaborés et appliqués ont plus de chance de succès parce qu'eux seuls sont susceptibles de mettre en branle les capacités créatrices des populations intéressées.

5. Ces concepts fondamentaux se reflètent dans le plan à moyen terme pour la période 1977 à 1982 et le programme et budget pour l'exercice biennal 1977-1978 qui ont été approuvés par la Conférence générale de l'UNESCO à sa dix-neuvième session et qui fixent la politique et le programme de l'Organisation.

II. LES VALEURS CULTURELLES ET LE PLAN A MOYEN TERME DE L'UNESCO (1977-1982)

6. Il est intéressant de noter la corrélation entre les objectifs du plan à moyen terme 1/ et les considérants des résolutions 3148 (XXVIII) et 31/39 de l'Assemblée générale qui mettent l'accent sur la dimension culturelle du développement. Il est de plus en plus évident que la finalité culturelle paraît fonder toute démarche visant à la réalisation d'un développement intégré et harmonieux aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés. Ce sont les valeurs culturelles, en effet, qui permettent tout à la fois de décrire l'altérité et la singularité des sociétés, ainsi que leurs dynamismes propres, et d'explicitier le processus de socialisation de la personnalité humaine. Les valeurs culturelles considérées dans leur aspect holistique plongent leurs racines jusqu'au plus profond de l'être. Elles représentent l'ethos fondamental de la vitalité de toute société, l'ensemble des signes et des symboles transmis à travers les langues, les traditions orales, le folklore, la création artistique, la littérature, les croyances, les rites, les jeux, comme elles recouvrent également les modes de vie des communautés, leurs modes de production, d'appropriation et d'utilisation des biens matériels, leurs manières d'être et d'agir, leur environnement spirituel, naturel ou construit.

7. Les valeurs culturelles déterminent l'identité culturelle d'un peuple et peuvent, à ce titre, devenir les instruments heureux d'un travail conscient visant à rationaliser les modifications que les sociétés entendent introduire dans l'interprétation de leur passé, l'organisation de leur vie actuelle et la vision qu'elles se forgent de leur avenir.

8. On peut constater que le développement des valeurs culturelles figure désormais au premier plan dans les priorités des instances qui se préoccupent de promouvoir et d'organiser les efforts de la communauté internationale dans le sens de l'accomplissement juste et harmonieux des possibilités humaines. Il faut rappeler que les objectifs du plan à moyen terme de l'UNESCO ont été conçus pour orienter les activités de l'Organisation en fonction des grands problèmes mondiaux qu'elle doit contribuer à résoudre. Par ses objectifs 1.2 (promotion de l'appréciation et du respect de l'identité culturelle des individus, des groupes, des nations et des régions); 1.3 (amélioration de la condition de la femme); 3.2 (études des conditions socio-culturelles, des systèmes de valeurs, des motivations et des modalités de participation des populations pouvant favoriser des processus de développement endogènes et diversifiés, répondant aux réalités et aux besoins des différentes sociétés); 3.5 (promotion d'une participation plus large à la vie culturelle et encouragement des activités culturelles endogènes); 3.6 (stimulation de la créativité artistique et intellectuelle); 4.1 (étude des interactions entre la science, la technologie et la société, ainsi que des conséquences de l'évolution scientifique et technique pour l'homme, dans la

1/ Actes de la Conférence générale, dix-neuvième session, Nairobi, 26 octobre au 30 novembre 1976, vol. I, Résolutions, p. 17 à 25.

perspective d'un développement à long terme de la science et de la technologie en rapport avec le progrès social et l'évolution des modes de vie); 5.6 (promotion et intensification de l'éducation des adultes); 6.3 (promotion de la participation de la femme au développement économique, social et culturel); 6.4 (développement du rôle de la jeunesse dans l'action éducative, sociale et culturelle); 7.5 (amélioration des connaissances sur les aspects écologiques, sociaux, éthiques et culturels des rapports entre l'homme et son environnement et recherche d'une meilleure conception des établissements humains); 7.6 (promotion de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel de l'humanité); 9.1 (promotion d'une circulation libre et équilibrée de l'information des échanges internationaux); 9.3 (promotion d'une meilleure compréhension et appréciation du processus et du rôle de la communication dans la société, ainsi que de normes professionnelles élevées); 9.4 (promotion des politiques, des infrastructures et de la formation dans le domaine de la communication et encouragement d'une meilleure utilisation des médias à des fins sociales); il apparaît que les principales orientations du plan à moyen terme mettent l'accent sur une notion du développement qui ne saurait se réaliser ni avoir de sens si l'on ne tient pas compte du contexte social dans lequel il s'insère et en particulier des valeurs culturelles de la société en question et grâce auxquelles l'importance des facteurs humains dans le développement est dûment reconnue. Au niveau conceptuel, la dimension culturelle du développement permet de situer l'action économique dans son contexte social et de montrer les liens entre le changement technologique et le comportement des hommes.

9. Les objectifs du plan à moyen terme et les activités qui en découlent pour la préservation et l'épanouissement des valeurs culturelles dégagent la signification du processus global de développement, identifient ses ressorts profonds et marquent son orientation.

III. TRAVAUX INTERDISCIPLINAIRES CONCERNANT LA PROMOTION DU
DEVELOPPEMENT CULTUREL ENDOGENE PAR LA VALORISATION DE
L'IDENTITE CULTURELLE ET DE LA PARTICIPATION DE TOUS A
LA VIE CULTURELLE

A. Connaissance des cultures et valeurs culturelles
distinctives

10. C'est sur les valeurs culturelles qui leur sont propres et qui donnent un sens à leur vie que les peuples tendent à fonder un développement conforme à leurs aspirations. Dans le domaine des études de cultures, l'UNESCO s'est efforcée de promouvoir une meilleure connaissance de l'originalité, de la spécificité et de la diversité des cultures afin de permettre aux individus, aux groupes, aux nations et aux régions d'avoir mieux conscience de leurs origines et de leur identité, que celle-ci soit homogène ou enrichie d'influences et de composantes successives.

11. Le thème majeur des divers projets a porté essentiellement sur l'identité culturelle - condition de la reconnaissance de l'égale valeur de toutes les cultures sous le double aspect de la prise de conscience endogène et de l'appréciation mutuelle, facteur à intégrer intimement aux politiques de développement avec le triple aspect des modalités d'action : étudier, promouvoir et diffuser. Une approche suffisamment large de la préservation des valeurs culturelles part du principe que sauvegarder un monument et recueillir pour le conserver un récit appartenant à la tradition orale relève de la même préoccupation. Une culture est un ensemble à la fois cohérent et complexe. Pour la sauvegarder, la transcription d'un conte de griot, l'enregistrement d'une danse ou d'un chant constituent des opérations de même intention que la restauration des temples de Borobudur ou la préservation de Venise.

12. L'UNESCO a poursuivi ses études et recherches par aires géo-culturelles (études de cultures considérées comme relativement homogènes sur un territoire donné) car, d'une part, la prise de conscience de l'identité et de la spécificité culturelles offre un axe fondamental à l'entreprise du développement et constitue un puissant levain de progrès dans l'indépendance et la solidarité, et, d'autre part, dans un monde où la cohabitation harmonieuse des cultures est devenue une condition de survie, la compréhension internationale passe par le respect et l'appréciation mutuelle des cultures. S'il est vrai que l'épanouissement des peuples et des nations ne peut trouver meilleur stimulant que dans une conscience accrue de leur spécificité, il fallait d'abord mettre l'accent sur tout ce qui est de nature à renforcer cette motivation. C'est à quoi s'attache la promotion de l'étude des cultures sur le plan régional, sous-régional et national.

13. En Asie, l'accent a été mis pendant la période indiquée sur l'histoire des civilisations en Asie centrale. A cet effet un séminaire sur les aspects ethniques de l'histoire ancienne de l'Asie centrale s'est tenu en octobre 1977 à Dushanbeh (République socialiste soviétique du Tadjikistan). De plus, des études

/...

sur les langues, la musique et la danse, le folklore et l'art populaire malais ont été entreprises, ainsi que d'autres études sur la civilisation du bronze dans le sud-est asiatique et les traits de civilisation liés à la culture du riz. Enfin, un programme a été mis en oeuvre en 1977 pour inventorier les valeurs culturelles asiatiques dans les sociétés contemporaines.

14. Dans le cadre du programme des études de cultures africaines, mentionnons tout d'abord l'Histoire générale de l'Afrique, dont les volumes I et II vont paraître d'ici à la fin de 1978 en français, en anglais et en arabe. Les activités du Comité scientifique international se poursuivent pour la rédaction des autres volumes. Lors du deuxième festival mondial des arts négro-africains, tenue à Lagos en janvier-février 1977, l'UNESCO a organisé un colloque sur le thème "Civilisation noire et éducation". Des stages ont été entrepris pour servir à la collecte de traditions orales et artistiques dont le résultat sera intégré dans les manuels scolaires et les textes destinés à l'éducation des adultes. Des réunions d'experts et des colloques ont contribué à l'étude des questions suivantes : la traite négrière (Port-au-Prince, janvier 1978); affirmation de l'identité culturelle et la formation de la conscience nationale dans l'Afrique contemporaine (Brazzaville, février 1978); la spécificité et la dynamique des cultures négro-africaines (Abidjan, avril 1978). Ces travaux sont orientés vers une promotion diversifiée dans ses voies et ses formes des valeurs surgies du continent et de la diaspora noire.

15. Dans le domaine de l'étude de la culture arabe, il convient de signaler la réunion d'experts qui s'est tenue à Madrid en octobre 1977 sur les relations entre la culture arabe et les cultures ibéro-américaines. De plus, à la demande de l'Université Farabi d'Iran, une consultation d'experts a eu lieu à l'UNESCO en avril 1978 pour conseiller cette université sur la création d'une chaîne d'art islamique comparé et d'un centre de recherche attaché à cet enseignement.

16. Dans le domaine des cultures européennes, les deux premiers livres de la collection, consacrés aux éminentes personnalités des cultures slaves, sont sortis. Il s'agit de Christo Batev, grand poète bulgare du XIX^{ème} siècle, et de Minorlav Kileza, écrivain et poète yougoslave contemporain. Des travaux ont été entrepris sur les aspects communs des cultures européennes et leur interaction avec d'autres cultures. D'autres travaux se sont attachés à l'étude des cultures arctiques traditionnelles dans le monde contemporain en vue de l'établissement d'un programme à long terme, compte tenu de la cohésion culturelle d'une vaste région dont les peuples, les valeurs et les productions artisanales demeurent largement inconnus du grand public.

17. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les principaux travaux ont porté sur les cultures contemporaines (notamment les arts du spectacle et l'histoire des idées) autochtones et ibériques, ainsi que sur l'impact des populations africaines, asiatiques, arabes et autres sur les cultures de l'Amérique latine. En prévision de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes (Bogota, janvier 1978), de nombreuses études ont été entreprises, notamment sur la tradition et l'innovation.

/...

18. Afin de favoriser une meilleure connaissance des valeurs culturelles propres aux différentes communautés, nations ou régions, l'UNESCO a poursuivi la traduction systématique dans des langues de grande diffusion des oeuvres représentatives de la littérature universelle. Elle a, de plus, encouragé les efforts entrepris en vue d'améliorer la production, la distribution et l'utilisation des livres dans l'esprit du programme à long terme "Des livres pour tous" qui a été lancé à la suite de l'Année internationale du livre en 1972.

B. Diversité culturelle et pluralisme

19. La préservation des valeurs culturelles distinctives "ne devrait pas conduire à un morcellement du monde du fait du repli des différentes cultures sur elles-mêmes", comme le note des considérants de la résolution 3148 (XXVIII) de l'Assemblée générale. La cohabitation harmonieuse des cultures est devenue une clé de la compréhension internationale dans un monde où s'accroissent et se généralisent sans cesse la mobilité des personnes et des groupes et la transmission de l'information. Il faut donc porter une attention particulière aux phénomènes d'interpénétration des cultures, d'acculturation, de déculturation, et essayer de dégager - par une sorte d'inventaire systématique - les valeurs d'universel dans les diverses cultures, tout en s'attachant à sauvegarder les particularismes. Déjà en 1976, répondant à une suggestion particulièrement insistante des Etats membres, l'UNESCO a entrepris de compléter ses projets d'études culturelles par aires géoculturelles par un projet d'études interculturelles explorant cette nouvelle aire de recherches sous divers aspects : attention spéciale aux régions particulièrement riches en brassages culturels (Caraïbes, Sahel, Est africain, océan Indien par exemple); études des migrations transculturelles d'objets, d'idées, de rites, de symboles d'une portée culturelle particulièrement significative; études comparatives d'une culture à l'autre. Une réunion s'est tenue à Paris en mars 1978, organisée conjointement par le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines et l'UNESCO, afin d'exposer l'objet d'un groupe de travail qui s'est proposé d'analyser les phénomènes et les problèmes relevant de l'interculturel, d'élaborer une instrumentation conceptuelle et méthodologique et de délimiter un champ d'études en vue de conseiller l'UNESCO dans l'élaboration d'un programme d'études cohérent.

20. Le savoir actuel met en cause l'expansion d'un unique type de rationalité inévitablement liquidatrice de la diversité culturelle et de la pluralité des cultures. Admettre la diversité culturelle c'est reconnaître dans le monde contemporain une situation de pluralisme et, plus qu'un ensemble consacré de valeurs, la nécessité d'un langage commun qui permette à la fois d'en apprécier la vérité et d'en exprimer les divergences. Au titre du pluralisme, on s'accorde généralement à reconnaître l'existence des spécificités culturelles à l'intérieur de certains pays et toutes les expressions régionales et locales. Dans un effort d'éclaircissement de certains éléments fondamentaux du pluralisme culturel et dans le but d'établir des lignes directrices et d'aider les responsables de l'action culturelle, un symposium sur le pluralisme culturel et l'identité nationale s'est tenu à Calgary (Canada) en juin 1977. Les travaux ont porté sur la définition de

la nature du pluralisme culturel dans divers types de sociétés et par rapport aux différents domaines liés à l'identité nationale et à l'identité des individus : langues, éducation, travail, communication, législation et participation à la vie culturelle. Il est encore prématuré de voir définir des recettes miracles ou des stratégies globales pour les pays où doivent s'épanouir des minorités linguistiques. Pourtant, les représentants de la communauté internationale présents à cette réunion ont pu s'entendre sur une déclaration commune qui souligne que le pluralisme culturel constitue un cadre de vie permettant l'épanouissement total des possibilités humaines, tant individuellement que collectivement, qu'il sauvegarde l'identité culturelle des personnes et des groupes, qu'il contribue à l'équilibre social en même temps qu'il permet l'enrichissement de l'expérience humaine et la compréhension interculturelle.

21. Relèvent également du champ de la pluralité de la culture les sub-cultures et les cultures de groupe, notamment des femmes et des jeunes. Parmi les activités de l'UNESCO qui concernent la femme 2/ et qui relèvent des objectifs 1.3 (amélioration de la condition de la femme) et 6.3 (promotion de la participation de la femme au développement économique, social et culturel), mentionnons la "Recommandation concernant la participation et la contribution des masses populaires à la vie culturelle" adoptée par la Conférence générale à sa dix-neuvième session où, au paragraphe 4, il est recommandé "aux Etats membres, s'ils ne l'ont déjà fait, de prendre, conformément aux procédures constitutionnelles nationales, des mesures d'ordre législatif ou réglementaire et de modifier les pratiques existantes aux fins ... d'accorder une attention particulière à l'accès de plein droit des femmes à la culture ainsi qu'à leur participation effective à la vie culturelle" 3/. Pour donner suite à cette recommandation, une étude a été entreprise en 1977 concernant la condition des femmes en regard des droits culturels tant sur le plan des réalités quotidiennes que sur le plan législatif et administratif. Lors de la réunion du Comité d'experts sur la préservation et l'épanouissement des valeurs culturelles (la place des valeurs culturelles dans le développement et la coopération internationale), tenue à Varsovie en 1978 sous le thème "Valeurs culturelles, identité et respect de la diversité", une réflexion approfondie sur le rôle des femmes dans les sociétés industrialisées a été engagée. Il fut suggéré à l'UNESCO : "... d'entreprendre des travaux et d'organiser des rencontres sur la relation asymétrique et inégalitaire qui caractérise le rapport à la culture, du groupe des hommes et du groupe des femmes. Dans toutes les sociétés il existe des obstacles de fait à une pratique culturelle effective du groupe des femmes qui mériteraient d'être analysés. Ces obstacles revêtent plusieurs formes et une attention spéciale serait accordée à la division sexuelle-sociale du travail où la plupart de ces obstacles s'enracinent." Cette

2/ Voir le rapport de l'UNESCO en date du 14 décembre 1977 sur ses activités intéressant spécialement la femme à l'intention du Conseil économique et social (E/CN.6/615).

3/ Actes de la Conférence générale, dix-neuvième session, Nairobi, 26 octobre au 30 novembre 1976, vol. I, annexe 1, p. 34.

suggestion ne recouvre pas (notamment pour les pays en développement) la diversité culturelle de la situation de la femme dans le monde et mérite d'être élargie, l'où la nécessité d'études affinées. Dans un proche avenir, des travaux seront effectués sur l'impact des industries culturelles (en particulier dans le domaine des médias) sur le comportement socio-culturel des femmes dans différents milieux géographiques. Ces travaux serviront à la préparation d'un colloque ONU/UNESCO sur les femmes et les médias prévu pour mars 1979.

22. Dans la Recommandation concernant la participation et la contribution des masses populaires à la vie culturelle un dispositif spécial concerne la jeunesse où il est suggéré que "les Etats membres ou les autorités compétentes devraient offrir aux jeunes un large éventail d'activités culturelles répondant à leurs besoins et à leurs aspirations, les encourager à acquérir le sens des responsabilités sociales, éveiller leur intérêt pour le patrimoine culturel national et mondial et pour la coopération culturelle, dans un esprit d'amitié, de compréhension internationale et de paix, et favoriser les idéaux d'humanisme, ainsi que le respect des principes éducatifs et moraux les plus généralement reconnus" 4/. Parmi les activités les plus intéressantes pendant la période considérée, mentionnons une vaste enquête sur les besoins et les aspirations de la jeunesse en Asie. Cette enquête, qui tient compte des particularités historiques et socio-culturelles de la région, s'est attachée à identifier les valeurs qui intéressent les jeunes et à préciser leur rôle dans la recherche de l'identité culturelle et dans l'édification d'une société qui concilie les valeurs traditionnelles avec la mode de vie moderne. Cette enquête a été effectuée par des jeunes des pays suivants : Bangladesh, Inde, Indonésie, Iran, Japon, Mongolie, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, Sri Lanka et Viet Nam.

C. Dimension culturelle du développement

23. La notion de développement qui privilégie les valeurs culturelles procède de la prise de conscience des limites des démarches purement économiques. La mise en cause d'une conception du développement centré sur l'économie apparaît chaque jour davantage dans les incohérences structurelles, les inégalités et les conflits qu'elle révèle tant dans la vie des nations que dans leurs relations. La perte de crédibilité de cette conception a stimulé l'émergence de nouvelles théories et de multiples voies de développement permettant l'intégration de la culture et de l'histoire d'un peuple dans le processus du développement global et en conséquence la valorisation culturelle des processus de la croissance économique et des transferts technologiques.

24. Il en résulte que toute volonté de développement endogène passe par une prise de conscience des valeurs culturelles distinctives et une reprise d'initiative qui prend racine dans l'affirmation de l'identité culturelle. Si la culture est ce qui fait prendre à l'homme conscience de lui-même et détermine ses choix et son action, elle est aussi ce qui répond à son aspiration à la dignité, dont la

4/ Ibid., p. 39.

perception au niveau des Etats fait de la dignité nationale une exigence fondamentale de l'action collective en faveur du développement. C'est l'enracinement dans leurs valeurs culturelles qui peut permettre aux peuples de retrouver la confiance et les motivations nécessaires à l'oeuvre d'innovation qu'impose le développement. En fait, le changement social apparaît comme une sorte de continuité à un niveau supérieur de la personnalité socioculturelle d'un peuple par rapport au passé, d'où l'importance pour toute société engagée dans le processus de développement d'identifier le noyau valable de son patrimoine culturel et éthique. Un style de croissance qui s'appuie sur les valeurs culturelles indique clairement qu'il ne s'agit pas d'un retour à un passé archaïque ni du maintien de formes traditionnelles de société qui empêcheraient le progrès de l'homme et de la société. Au contraire, il s'agit d'une approche soucieuse de faire émerger et reconnaître dans le présent et pour le futur des styles de développement originaux sans rupture dommageable avec le passé.

25. Il est essentiel cependant de ne pas considérer la culture comme le privilège de quelques-uns, mais bien comme un patrimoine commun au service des espoirs de tous les hommes. En effet, l'enracinement culturel fécondé par l'acquisition continue du savoir d'où qu'il vienne et l'éveil de la sensibilité sont quelques-uns des éléments fondamentaux du progrès culturel. En garantissant à l'homme la capacité continue d'adaptation, ils lui assurent une sécurité dans la vie et stimulent sa propre élévation.

26. Dans ce contexte, où les valeurs culturelles sont reconnues comme une composante essentielle du développement intégral des individus et des communautés, la notion de politique culturelle paraît prendre tout son sens. Le propre d'une politique culturelle est, en effet, en s'appuyant sur l'expérience collective accumulée par les différents groupes sociaux réunis au sein d'une communauté, d'exalter ce qui dans ce legs peut donner confiance aux hommes d'aujourd'hui pour qu'ils puissent mieux assumer leur destin commun et préparer leur avenir.

27. Depuis la Conférence intergouvernementale sur les aspects institutionnels, administratifs et financiers des politiques culturelles qui s'est réunie à Venise en 1970 au niveau mondial et lors des conférences régionales qui ont suivi en 1972 à Helsinki pour l'Europe, en 1973 à Yogyakarta pour l'Asie, en 1975 à Accra pour l'Afrique et à Bogota (1978) pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'UNESCO s'honore d'avoir favorisé la promotion de ces idées-forces. D'une conférence à l'autre, un certain nombre de principes se sont précisés : le développement culturel comme partie intégrante du développement général; l'identité culturelle dont la préoccupation est devenue majeure; le droit à la culture et les devoirs des pouvoirs publics pour contribuer à y donner plein effet; l'accès et la participation toujours plus large aux moyens de la culture, c'est-à-dire sa démocratisation.

28. Lors de la récente Conférence sur les politiques culturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes (Bogota, 1978), un consensus très large sur ces principes s'est dégagé. Il est apparu qu'une telle unité autour de la notion de

la dimension culturelle du développement, faite de bien des diversités, repose sur un riche patrimoine culturel profondément ressenti comme commun, sur une solidarité, sur un respect d'autrui qui n'est pas simplement un compromis ou une tactique mais qui procède de valeurs éthiques et d'un sens de l'humain propres aux civilisations de l'Amérique latine et des Caraïbes et né des péripéties d'une histoire de souffrances et d'espoirs partagés par des hommes et des nations en lutte pour affirmer leur droit à l'existence et à la liberté. La Conférence a confirmé que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes étaient prêts - par tradition historique et culturelle - à tenir un rôle éminent dans la recherche, au plan national, de processus endogènes de développement, et d'un ordre international dans lequel le légitime souci de croissance ne sacrifie en rien les valeurs qui sous-tendent tout projet de civilisation et impliquent la reconnaissance des droits culturels des individus et des sociétés.

29. Le rapport final de la Conférence comporte, outre le compte rendu des débats et les principales allocutions prononcées à cette occasion, le texte de la Déclaration de Bogota et des 58 recommandations adoptées par la Conférence et dont la mise en oeuvre va entrer dans sa phase de réalisation. Pour sa part, l'Organisation fera de son mieux pour aider à atteindre les objectifs définis par les États membres d'Amérique latine et des Caraïbes en matière de politiques culturelles nationales et de coopération culturelle.

30. Une conférence de même nature est prévue en 1979 pour les États arabes, à la suite de laquelle une nouvelle conférence mondiale pourra être convoquée en 1981 ou 1982.

31. La notion de politique culturelle étant relativement récente, il est apparu nécessaire à l'UNESCO pendant la période considérée d'entreprendre et d'intensifier des recherches méthodiques et de mettre au point des instruments d'analyse et d'évaluation en matière de développement culturel. La tâche est d'autant plus complexe qu'on ne saurait réduire les phénomènes socioculturels à leurs seuls aspects quantifiables. L'élaboration d'outils rationnels tels qu'indicateurs ou statistiques et la collecte de données ont pour objet de préparer la prise de décision, en fournissant aux responsables des informations sur la réalité des besoins culturels du pays et en leur proposant des possibilités de choix concernant l'action à entreprendre ou l'évaluation des résultats. Il va sans dire que ces travaux de recherche sont liés à l'expérimentation et mis à l'épreuve des pratiques culturelles par des études de cas et l'analyse des facteurs d'efficacité opératoires.

32. Compte tenu de la complexité et de la nouveauté des problèmes, le recueil et l'échange d'informations et la mise en commun d'expériences accélèrent certainement les progrès de la recherche et de son application. Ici apparaissent l'utilité et l'importance d'une coopération entre institutions et chercheurs de différents pays, tout comme se justifie la création ou le renforcement de centres nationaux de documentation en matière de développement culturel. Parmi les activités les plus importantes dans ce domaine pendant la période considérée, il faut signaler la réunion d'experts sur la méthodologie applicable à la définition

des objectifs du développement culturel qui s'est tenue à Hanassari, Espoo (Finlande) en 1976 et dont les travaux ont été publiés sous forme de dossiers documentaires. Une seconde réunion a eu lieu à Athènes en 1977 sur les études, les recherches et la documentation en matière de développement culturel. Elle s'est penchée sur les recherches de base qui sont sous-jacentes à toute planification.

33. Mentionnons également l'élaboration d'un thésaurus contribuant à la mise au point d'une terminologie commune en matière de développement culturel et les travaux préparatoires en vue de la création d'une banque de données culturelles en Europe aux fins de collecter des informations provenant des pays participants et de les fournir à ses correspondants sur demande. Une réunion de responsables européens s'est tenue à Bruxelles en 1978 pour faire le point du travail réalisé et préparer un programme d'action pour la mise en place de la banque.

34. Si le développement culturel est appelé à jouer un rôle décisif dans les politiques nationales de développement, il doit logiquement disposer des ressources et des instruments appropriés pour mener une action destinée à sensibiliser les individus et les nations à leurs valeurs culturelles distinctives; d'où pendant la période considérée l'attention particulière que l'UNESCO a réservée à la formation des personnels du développement culturel du fait de l'ampleur des besoins en ressources humaines que révèlent le nombre et la diversité des activités englobées pour l'action culturelle dans les divers secteurs de la recherche, de la planification, de l'administration, de la préservation, de la création, de l'animation ou de la diffusion culturelle. Le problème apparaît dans toute sa complexité si l'on tient compte de l'accroissement de la demande de personnels spécialisés que produisent les impératifs de la décentralisation des structures, des moyens et des initiatives.

35. Un séminaire international de recherche et de formation, axé sur l'administration, la gestion et la planification des affaires culturelles, s'est tenu en France (à Paris, à Grenoble et à Nice) en 1977. Le séminaire a tenté une première analyse des types de situations professionnelles susceptibles de déterminer les différents profils d'administrateurs culturels : fonctionnaires polyvalents de l'Etat, fonctionnaires ou agents des collectivités locales (régions, districts, villes, etc.), dirigeants d'institutions culturelles (musées, bibliothèques, centres culturels, institutions d'éducation et de formation artistique, etc.), animateurs, agents de terrain ou techniciens de l'action culturelle, agents spécialisés dans les réalisations culturelles internationales (attachés ou conseillers culturels à l'étranger). Le prochain séminaire, cette fois régional, en administration culturelle se tiendra au Japon (à Tokyo, à Kyoto et à Kenazawa).

36. A ces différents spécialistes il faudrait ajouter les agents administratifs qui ne sont pas, à titre principal, engagés dans l'action culturelle, mais qui concourent aussi au développement culturel. Ce sont notamment des aménageurs, des ingénieurs, des travailleurs sociaux, des éducateurs, des responsables des médias qu'il serait utile de sensibiliser aux problèmes culturels.

37. L'UNESCO a apporté son soutien à la création du Centre régional d'action culturelle de Lomé, organe annexe de l'Institut culturel africain, dont l'objectif fondamental est de former des cadres à tous les niveaux qui auront notamment pour tâche de former à leur tour, dans leurs pays respectifs, les agents appelés à démultiplier sur le terrain l'action en faveur du développement culturel endogène des communautés.

D. Participation de tous à la vie culturelle

38. A plusieurs reprises, les considérants de la résolution 3148 (XXVIII) mettent l'accent sur la nécessité d'assurer la participation de la population à l'élaboration et à l'application de mesures assurant la préservation et l'épanouissement des valeurs culturelles, ainsi que le plus large accès possible aux lieux, locaux, installations et institutions qui sont des centres de communication culturelle. Dans l'esprit de la communauté internationale il est maintenant évident que la culture n'est plus seulement une accumulation d'oeuvres et de connaissances qu'une élite produit, recueille et conserve pour les mettre à la portée de tous, ou qu'un peuple riche en passé et en patrimoine offre à d'autres comme un modèle dont leur histoire les aurait privés. Si la culture ne se limite pas à l'accès aux oeuvres d'art mais est tout à la fois acquisition de connaissances, exigence d'un mode de vie et besoin de communication, il apparaît évident que la participation à la vie culturelle, et son corollaire, le développement d'activités culturelles endogènes, constituent une orientation générale de notre temps. Ce qui s'exprime à travers la participation du plus grand nombre, c'est d'abord le sentiment de l'appartenance à une culture et à la société dont elle émane.

39. Pendant la période considérée, une recommandation concernant la participation et la contribution des masses populaires à la vie culturelle 5/ a été adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa dix-neuvième session (Nairobi, 1976). Cette recommandation postule que la participation du plus grand nombre possible de personnes et d'associations aux activités culturelles les plus diversifiées et librement choisies est indispensable à l'épanouissement des valeurs humaines essentielles et de la dignité de l'individu et reflète la préoccupation croissante de la communauté internationale d'assurer la promotion des droits culturels en tant que droits de l'homme. Elle montre que le rôle des pouvoirs publics ne consiste pas seulement à créer des conditions économiques et sociales qui facilitent l'accès de la population à la culture, mais à l'associer à tous les niveaux à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'une politique culturelle, dans le cadre élargi d'une politique globale de la qualité de la vie. En fait, une politique culturelle ne peut plus se limiter à une politique de diffusion culturelle, ni l'accès à la culture se réduire à l'accès à des produits culturels.

40. L'originalité réelle de la recommandation réside dans la démonstration claire que le vrai problème de l'accès à la culture est celui de la participation. Certains secteurs sont mentionnés comme étant ceux où l'intervention des pouvoirs

5/ Ibid., p. 30 à 40.

publics peut largement favoriser la participation par une action en profondeur. Ce sont notamment ceux de l'éducation, de la communication et de l'environnement.

41. La recommandation marque une évolution décisive dans la conception des rapports de l'Etat et des citoyens comme dans celle de la culture. L'UNESCO s'honore d'en avoir favorisé la prise de conscience et d'en promouvoir l'explicitation. Lors de la récente Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes (Bogota, 1978), les Etats membres de la région ont reconnu "que l'intégration de la dimension culturelle dans la programmation du développement est le meilleur moyen de favoriser l'accès et la participation créatrice de la population" (Recommandation No 1).

E. Progrès des valeurs vivantes et liberté créatrice

42. Durant la période visée, l'UNESCO s'est attachée à stimuler la création artistique dans les Etats membres et à favoriser la communication culturelle en étudiant le rôle et la fonction de l'art dans la vie contemporaine ainsi que la condition et le statut social de l'artiste. Conformément aux décisions de la Conférence générale à sa dix-neuvième session (Nairobi, 1976) et du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail à sa 202ème session (Genève, 1977), une réunion d'experts OIT/UNESCO sur la condition de l'artiste s'est tenue à Genève en 1977, au siège du Bureau international du travail. Au cours de leurs travaux les experts ont insisté sur le rôle culturel que les artistes sont appelés à jouer, notamment dans la défense et l'affirmation des valeurs culturelles distinctives. La formation qui leur est destinée doit les préparer à exercer cette fonction essentielle pour le bien et le développement de la communauté. L'importance des arts dans l'éducation permanente a été soulignée et l'on a reconnu la nécessité d'associer les artistes à cette entreprise. Dans certains milieux culturels, la formation officielle ou académique peut constituer un danger, notamment quand son inspiration est étrangère à ce milieu et à ses traditions. Enfin, on a souligné la nature spécifique de la formation artistique, le rôle des ateliers pluridisciplinaires et la nécessité de réorienter l'enseignement afin qu'il soit plus proche des établissements artistiques actifs et des milieux professionnels. Les obligations morales de l'artiste devraient faire partie de sa formation et être acceptées et remplies par lui en vertu d'un acte d'adhésion pris en toute indépendance et responsabilité.

43. Les experts ont examiné la diversité des catégories et des situations existant dans les professions artistiques et ont noté les effets des systèmes socio-économiques et politiques, les niveaux de développement technologique, la position relative dans le processus artistique et dans différentes disciplines. La situation particulière de l'artiste traditionnel et la condition dans les pays en développement ont spécialement retenu leur attention, car elles sont liées à la survie même des cultures nationales et de leurs agents. Malgré cette diversité, un large consensus s'est manifesté sur la nécessité d'une action internationale coordonnée pour protéger les artistes de toutes régions et catégories et de promouvoir la créativité artistique, les intérêts vitaux des artistes et leur rôle dans la société.

/...

44. La liberté de l'artiste constitue une question centrale qui a retenu l'attention des experts. Aucune création n'est possible en l'absence de liberté. C'est pourquoi la liberté de créer doit être considérée comme un droit fondamental, reconnu et protégé par le législateur. En revanche, la diffusion des œuvres entraîne une responsabilité sociale à l'égard du public auquel elles sont adressées. Les experts ont souligné que l'artiste doit avoir conscience de ses devoirs vis-à-vis de la communauté à laquelle il appartient et qu'il doit les accepter en toute indépendance et responsabilité.

45. Concernant les conditions d'emploi et de travail de l'artiste, les experts ont estimé que la situation était très préoccupante. Dans la plupart des pays, le chômage et le sous-emploi mettent en péril la survie de l'artiste. Puisque le progrès technique et les médias ont joué un grand rôle dans la détérioration de la condition de l'artiste, il leur incombe de contribuer au redressement nécessaire. L'étude et le développement d'un métier secondaire permettrait d'améliorer la situation de l'artiste. Un effort d'organisation professionnelle devrait être entrepris afin d'assurer la défense des droits économiques et moraux et d'améliorer la portée et la valeur des conventions collectives et des contrats. Une législation nationale et des accords sur le plan international devraient être élabores pour sauvegarder les conditions de travail de cette catégorie professionnelle, notamment en matière de santé, d'hygiène, d'environnement, de travail, et pour étendre aux artistes qui doivent être considérés comme des travailleurs culturels une protection sociale identique à celle dont bénéficient les autres catégories de travailleurs. En attendant l'application de mesures satisfaisantes de sécurité sociale, les experts ont préconisé une action parallèle consistant à encourager toutes les initiatives de prévoyance prises par les organisations d'artistes.

46. Enfin, les experts ont estimé qu'un instrument international approprié, ayant le caractère d'un cadre général adaptable à la diversité des situations, était nécessaire pour protéger l'artiste dans les sociétés contemporaines. Le Conseil exécutif de l'UNESCO se prononcera sur cette question dans un avenir prochain.

47. Pendant le même temps, l'UNESCO s'est efforcée d'améliorer les contacts et les échanges entre spécialistes de diverses nationalités, cultures et disciplines et d'encourager les activités des organisations internationales non gouvernementales dans le domaine artistique 6/. Parmi les projets les plus intéressants, il convient de noter les suivants :

6/ Des subventions sont accordées aux organisations non gouvernementales ci-après pour la promotion du développement culturel : Institut international du théâtre, Conseil international de la musique, Fédération PEN, Union internationale des architectes, Association internationale des arts plastiques, Association internationale des critiques d'art, Société africaine de culture, Association internationale des critiques littéraires, Institut international pour les communications audiovisuelles et le développement culturel.

- a) Colloque en vue de l'élaboration d'un plan décennal pour la préservation et la promotion des arts du spectacle et de la musique en Afrique et en Asie (Paris, 1977);
- b) Colloque sur le théâtre des sourds où ont été étudiés les problèmes du théâtre des sourds-muets, le rôle que pourrait exercer ce théâtre chez ces handicapés ainsi que la contribution originale qu'il pourrait apporter à la culture des entendants (Stockholm, 1976);
- c) Ateliers polyvalents de théâtre qui se sont tenus en Asie (Chandigarh, Inde, 1976), en Europe (Vienne et Belgrade, 1976) et en Afrique (Accra, 1977);
- d) Symposium sur le rôle social du théâtre (Lagos, 1978) et le stage préliminaire organisé par l'Institut culturel africain en coopération avec l'UNESCO à Abidjan, en 1978;
- e) Diffusion des musiques traditionnelles et contemporaines et la production de disques dans les collections UNESCO "Sources musicales", "Atlas musical", "Musique contemporaine" et "Jeunes interprètes";
- f) Assistance à l'Institut africain d'éducation cinématographique créé en Haute-Volta en 1976.

IV. PRESERVATION DU PATRIMOINE NATUREL, CULTUREL ET ARTISTIQUE : MONUMENTS, SITES ET MUSEES

48. La communauté mondiale considère que le patrimoine culturel est un élément essentiel de l'identité nationale et que tous les peuples doivent avoir les moyens de disposer des objets et des lieux qui sont les témoins irremplaçables des valeurs culturelles de leur héritage.

49. Dans le domaine de la préservation du patrimoine naturel, culturel et artistique, les activités de l'UNESCO ont eu pour but d'aider les Etats membres, surtout les pays en développement, à préserver et mettre en valeur leur patrimoine afin de favoriser une prise de conscience de l'identité culturelle et d'encourager l'appréciation mutuelle des cultures. Plusieurs Etats membres ont organisé des programmes de restauration de villes ou de sites historiques auxquels l'UNESCO s'est associée.

50. Parmi les actions les plus spectaculaires de l'UNESCO pour assurer la préservation des trésors de l'humanité, énumérons les campagnes internationales en faveur des monuments à Philae (Egypte), Borobudur (Indonésie), Moenjodaro (Pakistan), l'Acropole (Grèce) ainsi que les villes historiques de Venise (Italie), Fes (Maroc), Herat (Afghanistan) et Katmandou (Népal), sans oublier les projets concernant Machu-Picchu/Cusco (Pérou) et Pétra (Jordanie). Ces projets constituent non seulement une action internationale aux activités des Etats membres pour la sauvegarde du patrimoine culturel mais apportent une contribution certaine aux économies nationales grâce à l'essor touristique qu'ils suscitent.

51. Afin d'assurer les normes les plus élevées dans les techniques et les méthodes de conservation, l'UNESCO a développé ses programmes de formation des spécialistes, notamment dans les pays en développement, sur place et à l'étranger. Cette formation a été assurée principalement grâce à l'octroi de bourses permettant d'étudier au Centre international pour l'étude, la préservation et la restauration de la propriété culturelle (ICCROM), à Rome ou dans des centres régionaux ou sous-régionaux, tels que Bagdad, New Delhi, Tokyo, Churubusco (Mexique) et Jos (Nigeria), ainsi que par l'organisation de cours ou de stages d'études pratiques aux niveaux régional, sous-régional ou national, comme ceux qui se sont déroulés respectivement à Cusco (Pérou) et Venise (Italie) et dans divers endroits d'Amérique centrale et d'Asie du Sud-Est. Des professeurs et du matériel ont été fournis à ces centres et les échanges de spécialistes entre eux ont été encouragés.

52. Ainsi se développe la protection du patrimoine, à mesure que s'accroissent dans chaque pays l'intérêt et la vigilance des responsables et que cette protection est constamment soutenue par l'action internationale. L'action normative à partir d'instruments internationaux existants vise le renforcement de l'infrastructure législative dans les Etats membres qui sont amenés à adopter une démarche commune. Les instruments internationaux pendant la période concernée sont les suivants :

- a) Recommandation concernant la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels et leur rôle dans la vie contemporaine (1976);
- b) Recommandation concernant l'échange international des biens culturels (1976).

53. Nous devons également citer l'entrée en vigueur de la Convention concernant la protection du patrimoine culturel et naturel mondial, qui deviendra pleinement opérationnelle en 1979. Déjà un Comité du patrimoine mondial regroupant 15 Etats membres oeuvre à l'établissement de la "Liste du patrimoine mondial" - une liste des biens du patrimoine culturel et du patrimoine naturel que le Comité considère comme ayant une valeur culturelle universelle exceptionnelle - et de la "Liste du patrimoine mondial en péril". Ce comité octroie une coopération technique aux Etats parties à la Convention, à leur demande, en puisant dans un "Fonds du patrimoine mondial" créé dans le cadre de la Convention. Ajoutons aussi durant l'exercice biennal 1977-1978 l'étude de l'opportunité de créer un instrument international en vue "de protéger les images en mouvement (films, vidéogrammes, etc.) de la destruction". Les études préliminaires ont abordé les aspects juridiques et techniques de la sauvegarde et de la conservation systématique des images en mouvement et le problème de la réalisation du droit de chaque Etat membre à prendre connaissance et à entrer en possession des images en mouvement, de celles surtout qui se rapportent au passé de l'Etat membre, quels que soient l'auteur, l'époque ou la raison pour laquelle ces images ont été tournées, et ce, dans des conditions excluant tout caractère lucratif lorsque de telles opérations sont effectuées à des fins d'études ou en vue de compléter des archives. Enfin, un Comité intergouvernemental d'experts s'est réuni à Lisbonne en 1978 pour élaborer un avant-projet de recommandation et un avant-projet de convention sur la prévention et la couverture des risques encourus par les biens culturels mobiliers.

54. Pendant la période considérée, l'UNESCO a préparé un recueil des dispositions législatives nationales concernant la protection des biens culturels mobiliers qui sera publié en 1978 en tant que première partie d'une anthologie des lois et règlements régissant la protection des biens culturels. Cette première partie comprendra les dispositions juridiques et administratives de 28 Etats membres. La seconde partie, en préparation, couvrira la situation de quelque 30 Etats membres.

55. L'action opérationnelle et normative a été poursuivie par des travaux de recherches sur les méthodes et techniques de la préservation et les entreprises de collecte, de diffusion et d'échanges de l'information, notamment pour aider les pays en développement à renforcer leur capacité de protection, ainsi que par la publication régulière d'ouvrages spécialisés et de périodiques internationaux tels que la revue Museum qui contribue à faire connaître à travers le monde les tendances actuelles et les activités les plus marquantes de la muséologie.

V. PROBLÈMES RELATIFS A L'ECHANGE ET A LA RESTITUTION
VOLONTAIRE DE DIVERSES OEUVRES D'INTERET CULTUREL

56. Un des considérants de la résolution 3148 (XXVIII) met l'accent sur la question de la "restitution volontaire de diverses oeuvres d'intérêt culturel". Il s'agit là pour la communauté internationale d'un problème de solidarité qui ne concerne pas seulement les seuls Etats belligérants ou anciennement colonisateurs, mais la totalité des pays qui ont directement ou indirectement - et le plus souvent par des procédures légitimes à l'époque - bénéficié de la dispersion de ces patrimoines. Lors de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes à Bogota en 1978, les participants ont recommandé, notamment, aux Etats membres "d'adopter des mesures propres à permettre une action réciproque pour prévenir la survivance de pratiques illicites à l'encontre des biens culturels, action qui doit comprendre des campagnes d'information et de vulgarisation sur la valeur du patrimoine monumental, artistique et littéraire en tant qu'élément essentiel de l'identité nationale" et ont demandé au Directeur général de l'UNESCO "d'adopter des mesures concrètes pour que l'UNESCO puisse contribuer de la manière la plus efficace à la restitution des oeuvres d'art que réclameraient les pays d'Amérique latine et des Caraïbes" (Recommandation No 9).

57. Bien que ce problème soit très ancien et que diverses solutions aient été trouvées par voie d'accords bilatéraux, il se pose désormais à une toute autre échelle, car il s'agit de répondre aux peuples dépouillés d'éléments fondamentaux de leur patrimoine culturel. Quelques-uns ont perdu la quasi totalité des biens qui constituent un aspect capital de leur mémoire collective et un message de leur passé. Ces peuples demandent que l'on comprenne la privation qu'ils ressentent.

58. Un Comité d'experts, réuni à Venise en 1976, chargé d'examiner les principales questions d'ordre technique et juridique qui se posent en matière de restitution de biens culturels et de définir les modalités d'action les plus appropriées est parvenu à un consensus sur les principes qui pourraient régir la restitution ou le retour des biens culturels et sur les activités que l'UNESCO pourrait entreprendre dans ce domaine. Le programme de l'UNESCO pour 1977-1978 donne suite aux principales suggestions du Comité.

59. Parallèlement, une recommandation aux Etats membres visant à encourager les échanges internationaux de biens culturels ^{1/} a été élaborée et adoptée par la Conférence générale à sa dix-neuvième session. L'application par les Etats membres des mesures recommandées devrait notamment faciliter les donations et les prêts à long terme de biens culturels destinés à constituer dans les pays d'origine des collections représentatives de leur patrimoine culturel.

^{1/} Recommandation concernant l'échange international de biens culturels, Actes de la Conférence générale, dix-neuvième session, Nairobi, 26 octobre au 30 novembre 1976, vol. I, annexe 1, p. 17 à 20.

60. En outre, le secrétariat de l'UNESCO s'est efforcé d'étendre l'application de la Convention adoptée en 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels. A la date du 15 avril 1978, 38 États avaient ratifié ou accepté la Convention. Afin d'attirer l'attention des États membres sur l'urgence d'une coopération internationale effective dans ce domaine et de faire connaître les progrès accomplis et les difficultés rencontrées sur le plan national, la Conférence générale a décidé, à sa dix-neuvième session, d'inviter les États membres à lui présenter des rapports sur les mesures qu'ils ont prises pour donner suite à la Recommandation concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'exportation, l'importation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptée en 1964, et pour donner suite également à la Convention de 1970. Ces rapports seront soumis à la Conférence générale lors de sa prochaine session.

61. D'autre part, la Conférence générale, par sa résolution 4.128 adoptée à sa dix-neuvième session, a notamment invité le Directeur général à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la constitution, par la Conférence générale à sa vingtième session, d'un comité intergouvernemental ayant pour fonction de rechercher les voies et les moyens de faciliter les négociations bilatérales pour la restitution ou le retour des biens culturels aux pays qui les ont perdus par suite de l'occupation coloniale ou étrangère, et à convoquer à cet effet un comité d'experts chargé de définir le mandat, les moyens d'action et les méthodes de travail d'un tel comité.

62. En application de cette résolution le Conseil international des musées (ICOM) a été chargé de la préparation de "dossiers techniques" sur les questions d'ordre muséologique (conditions de transport, de sécurité, de conservation et de présentation des diverses catégories de biens culturels) qui peuvent se poser lors de la restitution ou du retour des biens culturels à leur pays d'origine.

63. En outre, un message du Directeur général de l'UNESCO adressé à l'Assemblée générale de l'ICOM tenue à Moscou en mai 1977 a fait appel aux muséologues afin qu'ils aident les pays qui n'en ont pas à constituer des collections représentatives de leur patrimoine culturel et qu'ils facilitent les négociations bilatérales que leur gouvernement pourrait mener dans ce domaine. En réponse à cet appel, l'Assemblée générale de l'ICOM a décidé "de contribuer à la restitution ou au retour dans leurs pays d'origine des objets les plus significatifs", en chargeant un comité ad hoc :

- a) De définir un code éthique sur la restitution des objets;
- b) De réunir des informations sur les pays qui semblent avoir été largement dépouillés de leur patrimoine culturel;
- c) De se documenter sur les objets;
- d) D'étudier les accords passés entre les différents pays, particulièrement en ce qui concerne leurs termes de référence et leurs procédures;

/...

- e) D'étudier, avec l'aide des comités nationaux concernés, tous les aspects techniques de la restitution des biens culturels;
- f) De conseiller l'UNESCO sur le rôle que pourrait jouer son Comité intergouvernemental dans la restitution ou le retour des biens culturels et sur ses méthodes de travail;
- g) De proposer à l'UNESCO des mesures pratiques d'aide aux Etats membres pour la conservation et la mise en valeur des objets restitués.

64. Un appel sera lancé prochainement à tous les Etats membres pour qu'ils prennent toutes les mesures susceptibles de créer un état d'esprit favorable au retour des biens culturels aux pays d'origine avec l'aide notamment des moyens d'information de masse et des institutions éducatives et culturelles.

65. Un Comité d'experts s'est réuni à Dakar, en 1978, pour étudier le mandat, les moyens d'action et les méthodes de travail d'un comité intergouvernemental concernant la restitution ou le retour des biens culturels. Ce comité a également examiné les principes, conditions et moyens de la restitution ou retour des biens culturels dans leur pays d'origine. Pour ces travaux, le Comité d'experts s'est fondé sur une étude préparée par l'ICOM et traitant des principes, conditions et moyens d'action pour la restitution ou le retour des biens culturels. Il est apparu que le but à atteindre est d'assurer le retour dans leur pays d'origine des biens culturels qui ont une importance fondamentale du point de vue de leur valeur spirituelle et du patrimoine culturel des peuples concernés. La restitution ou le retour doit porter sur les objets et documents historiques et ethnologiques, les objets d'art plastique et décoratif, les objets paléontologiques et archéologiques et les spécimens de zoologie, de botanique et de minéralogie. Il est entendu qu'avec les objets la documentation y afférente devrait être mise à la disposition des pays d'origine.

66. En raison de l'extrême variété des cas de restitution ou de retour, il est apparu difficile de proposer des directives précises et systématiques puisque pratiquement chaque cas est en soi un cas d'espèce et des solutions devraient être trouvées par voie de négociations bilatérales. Les principaux problèmes à surmonter sont de trois ordres : lacunes dans l'information, difficultés psychologiques et obstacles juridiques.

67. Ainsi que le recommande la résolution 3148 (XVIII), les problèmes juridiques découlant de la restitution ou du retour des biens culturels ont fait l'objet d'un examen approfondi. Il apparaît en effet que le statut juridique des objets revendiqués peut en de nombreux cas constituer un obstacle considérable. Ainsi des objets appartenant aux collections publiques sont-ils généralement protégés par des règles très strictes en matière d'aliénation. Pour certains pays, le transfert de titre de propriété de ces objets requiert une décision des organes législatifs. Toutefois, la situation juridique varie grandement de par le monde et, partout où le transfert des droits de propriété pose des problèmes particuliers, des solutions pourraient être trouvées au niveau des musées par le biais

des dépôts à long terme ou des échanges de prêts. Les problèmes soulevés par le retour des biens culturels revendiqués qui sont propriété de particuliers ou d'institutions de statut privé sont plus difficiles à résoudre. Dans bon nombre de pays concernés par d'éventuelles restitutions ou retours, le droit de propriété privée est garanti par des textes de lois parfois même au niveau constitutionnel. Bon nombre d'objets de propriété privée susceptibles d'être revendiqués par le pays d'origine aux fins de restitution ou de retour pourraient fort bien apparaître sur le marché de l'art. Dans bien des cas, l'achat risque d'être l'unique moyen d'en assurer le retour. Certains Etats disposent d'un droit de préemption lors de ventes publiques effectuées sur leur territoire qui les subroge de jure aux droits du dernier acquéreur, à charge d'indemnisation de celui-ci. Il est concevable que par voie d'accords bilatéraux des droits de préemption puissent être exercés au profit d'un pays d'origine qui revendiquerait la restitution d'un objet qui serait partie intégrante de son patrimoine et de son identité culturelle. De plus, l'acheteur d'un bien culturel illégitimement sorti de son territoire d'origine a droit à une indemnisation équitable s'il est prouvé qu'il ignorait que l'objet en question avait été illégalement exporté. Le fait que l'acheteur d'un bien culturel soit de bonne foi ne devrait cependant pas empêcher des négociations visant à sa restitution ou à son retour. Enfin, les craintes de certains propriétaires privés en ce qui concerne l'avenir des objets en question pourraient être dissipées si la garantie est donnée par le pays d'origine qu'après son retour l'objet sera protégé efficacement et conservé conformément aux normes internationales recommandées par l'UNESCO et l'ICOM et que cet objet sera utilisé à des fins culturelles.

68. Sur la base des suggestions du Comité d'experts réuni à Dakar, un projet de statuts pour le comité intergouvernemental concernant la restitution ou le retour d'objets sera soumis à la prochaine session de la Conférence générale. En outre, le Comité d'experts a suggéré qu'une recommandation aux Etats membres énonçant les principes majeurs sur lesquels reposerait la restitution ou le retour des biens culturels ainsi que les orientations et formes que revêtirait l'action internationale dans ce domaine pourrait promouvoir les objectifs visés en matière de restitution ou de retour des biens culturels et contribuer ainsi à la préservation et l'épanouissement du patrimoine culturel des peuples.

VI. INTEGRATION DES VALEURS CULTURELLES DANS LES PROCESSUS EDUCATIFS

69. La nécessité de promouvoir la dimension culturelle et la démocratisation de l'enseignement et le fait que ces préoccupations traduisent la prise de conscience des graves perturbations qu'entraîne l'isolement des systèmes d'éducation par rapport aux valeurs culturelles, aux besoins et aux aspirations des communautés et, par suite, aux impératifs du développement général conduit à réaffirmer les liens existant entre l'action culturelle et l'éducation. Lors de la dernière Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes (Bogota, 1978), ces liens ont été de nouveau soulignés notamment sur la nécessité "de définir les stratégies qui permettraient d'incorporer complètement aux processus et aux systèmes d'éducation, formels ou non, de chaque nation les valeurs culturelles du monde rural et du travail, des milieux urbains et semi-urbains ainsi que les nouveaux messages de la création contemporaine ou les modes d'expression de la vie quotidienne" (Recommandation No 20).

70. Dans ses programmes pendant la période considérée, l'UNESCO a tenté de mieux cerner les fonctions d'intégration de l'éducation et des valeurs propres à chaque pays, ainsi que l'attestent la Conférence régionale sur la politique de l'éducation dans les Etats arabes organisée en 1977 et la Conférence régionale sur la politique de l'éducation en Asie organisée en 1978. Lors de ces conférences, la situation de l'éducation dans ces différentes régions a été analysée afin de mettre au point des stratégies en vue de définir les orientations différentes des perspectives actuelles du développement de l'éducation. Les tendances actuelles en matière d'éducation et les problèmes posés par la rénovation des systèmes d'éducation ont été examinés à la lumière de l'évolution sociale économique et culturelle récente. Il apparaît que les changements de systèmes éducatifs en vue de leur donner un caractère pleinement national se sont opérés en plusieurs temps, évoluant de la notion d'adaptation à celle de rénovation ou d'innovation pure et simple desdits systèmes.

71. Considéré du double point de vue de l'efficacité pédagogique et de la sauvegarde de l'identité culturelle, le problème de l'enseignement de la langue et en langue maternelle a constitué un axe majeur de l'activité de l'UNESCO. Déjà en 1968, lors de la Conférence sur l'éducation et la formation scientifique et technique, on rappelait que la réforme du contenu de l'enseignement primaire est liée à une autre question : celle du choix de la langue véhiculaire. En 1978, c'est bien la réforme ou l'innovation qui est liée au choix à faire. Un séminaire tenu à Kaduna (Nigéria) en 1976, groupant les directeurs des institutions de formation des maîtres, a eu pour tâche d'examiner certaines études de cas concernant la participation des écoles normales au processus de la promotion des langues africaines considérées comme langues d'enseignement et de communication, en fait comme instrument irremplaçable de la préservation des valeurs culturelles. De plus, l'UNESCO a préparé à l'intention des institutions de formation des personnels de l'éducation un guide technique sur l'enseignement des langues et en langues nationales.

72. Les nombreuses réunions et études ont permis à l'UNESCO d'affirmer sa réflexion et sa compréhension du problème posé dont les solutions, pour apparentes qu'elles soient, n'en dépendent pas moins pour être opérationnelles de décisions politiques gouvernementales.

73. Quant au contenu même de l'enseignement propre à intégrer les valeurs les plus significatives des cultures nationales, l'UNESCO a attiré l'attention sur l'étude des techniques traditionnelles qui présentent un intérêt enrichissant du point de vue de l'innovation des systèmes culturels et de l'intégrité culturelle. Si les programmes d'études ont déjà intégré certains éléments du milieu par le biais de l'enseignement de l'histoire et de la géographie, ils devront élargir leur contenu à l'enseignement de l'art, à l'artisanat, au patrimoine que constitue la littérature orale. La Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes (Bogota) recommande notamment "d'avoir recours au système éducatif pour stimuler la créativité artistique et accroître l'importance accordée aux différentes manifestations de l'art" et "d'inclure dans tous les programmes d'éducation, scolaires ou non scolaires, des aspects culturels de la connaissance dans tous les domaines et à tous les niveaux des études depuis l'enseignement préscolaire jusqu'à l'enseignement universitaire" (Recommandation No 20). Une des études les plus intéressantes du programmes des "Études en commun" (coopération culturelle européenne) et dont le coordinateur est la République démocratique allemande concerne le contenu culturel de l'éducation en abordant les problèmes de l'éducation esthétique des enfants et des jeunes. Dans un proche avenir, des projets de ~~type~~ type seront mis en oeuvre en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Asie et en Océanie.

74. Dans le domaine de la préservation du patrimoine culturel, il faut considérer la Conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement qui s'est tenue à Tbilissi (URSS) en 1977 et qui a montré la nécessité d'encourager le sens civique du public comme de le rendre conscient de l'importance sociale et esthétique du milieu culturel. Ainsi, la Conférence a précisé dans sa Recommandation No 7 que "l'éducation relative à l'environnement vise à susciter une prise de conscience et à inculquer des modes de comportement et des valeurs tendant à préserver la biosphère, à améliorer la qualité de la vie en tous lieux et à sauvegarder les valeurs rurales et le patrimoine culturel et naturel - lieux saints, lieux d'intérêt historique, oeuvres d'art, sites et monuments, environnement humain et naturel, y compris la faune et la flore, établissements humains ...".

75. Dans le cadre de l'objectif 1.2 du plan à moyen terme (promotion de l'appréciation et du respect de l'identité culturelle des individus, des groupes, des nations et des régions), une attention particulière a été accordée par l'UNESCO à l'éducation des travailleurs migrants et de leurs familles. Des études ont été entreprises en 1976 par la Finlande et la Suède sur l'enseignement de la langue maternelle chez les travailleurs migrants, et par la France et la Yougoslavie sur la situation sociale et éducative des travailleurs migrants dans les pays hôtes. Des ouvrages fondés sur ces études ont été publiés en 1977 en anglais, arabe, espagnol et français. Ils sont destinés aux enseignants, aux assistants sociaux,

aux planificateurs de l'éducation et aux administrateurs chargés des questions d'éducation des travailleurs migrants. Un séminaire s'est tenu à Genève en 1976 sur les problèmes d'adaptation des travailleurs migrants dans les pays hôtes et de retour dans leur foyer d'origine. Une enquête sur les aspirations des travailleurs migrants dans le domaine de l'éducation et de la formation a été entreprise en coopération avec les commissions nationales pour l'UNESCO de l'Algérie, de l'Italie et des Pays-Bas, ainsi que par plusieurs associations de travailleurs migrants. Dans un proche avenir, un programme d'échange sera entrepris entre les éducateurs du pays d'origine des travailleurs migrants et ceux du pays hôte afin que les uns et les autres se familiarisent avec leurs milieux culturels respectifs.

76. Afin de mettre en lumière les possibilités de l'éducation des adultes en tant que moyen d'assurer la participation de divers groupes de la population au développement économique, social et culturel, deux séminaires de formation ont été organisés durant la période considérée en Amérique et en Afrique. Il s'agissait, notamment, d'identifier les obstacles d'ordre institutionnel, social et psychologique qui s'opposent à une meilleure intégration aux processus éducatifs des valeurs culturelles du monde rural et du monde du travail, des milieux urbains ou semi-urbains, ainsi que des nouveaux messages de la création contemporaine, et d'imaginer des stratégies qui favoriseraient par exemple l'élargissement d'expériences éducatives en dehors des structures formelles et l'introduction dans l'enseignement d'éducateurs tels que : artisans, artistes, paysans, ouvriers, ainsi que l'utilisation optimale des moyens de communication de masse à des fins éducatives et culturelles liées à la pratique de la vie sociale. Une des recommandations de la Conférence de Bogota suggérait aux Etats membres "d'étudier la meilleure façon de mettre les moyens d'information au service de l'éducation des adultes dans le cadre de l'éducation permanente, afin qu'ils contribuent à garantir l'accès de tous les membres de la société à la culture (Recommandation No 28).

VII. SCIENCE, TECHNOLOGIE ET VALEURS CULTURELLES

77. A plusieurs reprises les considérants de la résolution 3148 (XVIII) s'inquiètent du sort des valeurs culturelles à une époque "d'accélération du progrès scientifique et technique".

78. C'est un truisme de dire que la vie moderne est dominée par la science et la technologie. En effet, l'on constate peu de dérogations à cette forme de rationalité. Si l'étendue et le coût de l'impact de la science et de la technologie varient d'un lieu à l'autre, nulle économie n'échappe totalement au courant de l'industrialisation et, à travers lui, à l'impact de la rationalité technique. Bien sûr, tous les pays du monde n'achètent pas les modèles fabriqués et utilisés dans les pays développés. La plupart, cependant, se définissent par rapport à eux et, à travers eux, par rapport à un certain processus d'industrialisation. La raison en est que l'industrialisation affecte directement ou indirectement tous les aspects de la vie sociale et culturelle. Sans donner dans les thèses simplificatrices qui affirment des liens rigides entre les phénomènes sociaux les plus distincts, il est clair qu'une ~~grande~~ étendue de liens se déploie entre le phénomène de l'industrialisation et les phénomènes qu'il rencontre, qu'il transforme en éléments de son propre environnement ou, ~~comme~~ on dit, qu'il réduit à la marginalité par rapport au centre qu'il constitue lui-même. Ainsi l'impact de la science et de la technologie sur les valeurs culturelles et la qualité de la vie devrait être exactement une mesure des effets de l'industrialisation à support scientifique et technologique sur les traditions, les possibilités et les conditions propres à la société qui, pour une raison ou une autre, l'accueille, l'adopte ou l'assimile.

79. Il est sans doute utile de ne pas perdre de vue que les pays en voie de développement ne sont pas les seuls où s'affrontent et se heurtent des structures hétérogènes, ni les seuls à dénoncer les mauvais effets de la technique. Cependant, il nous faut éviter d'opposer simplement et abstraitement la technologie scientifique et l'homme, l'industrialisation et la société. Il s'agit plutôt d'observer, dans une aire culturelle où l'ampleur de ce phénomène en facilite l'analyse, l'impact de la science et de la technologie sur un environnement socio-culturel qui les reçoit dans toute leur force et leur maturité et qui ne les a pas produites. Comme cet impact n'est pas positif pour tout le monde, certaines sociétés s'élèvent pour le critiquer, pour demander d'autres formes d'appropriation de la modernité. Elles refusent ainsi une logique de la croissance économique fondée sur une certaine rationalité scientifique et technologique, et récusent une conception du développement fondée sur le principe de la sélection pour l'accomplissement, qui tourne le dos à ce que les hommes sont, à ce qu'ils connaissent, pour ne s'intéresser qu'à ce qu'ils savent faire. Elles dénoncent enfin le pouvoir de dissolution universelle de l'industrialisation, dans le même temps que, pour d'autres raisons, les principes ~~sur~~ lesquels repose la société industrielle, devenue société de consommation, sont mis en question de façon radicale.

80. Il revenait à l'UNESCO de poser ce problème universel qu'il s'agit d'élaborer et de développer systématiquement. L'UNESCO s'en est préoccupée dès 1971 dans le cadre de son programme sur le thème "Culture et science : la diversité des cultures et l'universalité de la science et de la technologie". Pendant la période considérée, elle a publié un livre sur les enjeux de la rationalité à partir des travaux préparés à l'occasion d'une réunion tenue en 1974 sur l'impact de la technologie sur la société et les valeurs éthiques et esthétiques, où il apparaît que la science-technologie a sur la culture un double impact, ambivalent : de déstructuration et de nouvelles possibilités culturelles. En 1976, une réunion consacrée aux effets des découvertes technologiques sur l'environnement culturel de l'homme s'est tenue à Nairobi pour explorer les mêmes problèmes mais en les situant dans un cadre géographique particulier. Du même ordre d'idées s'inspire également la réunion d'experts qui a eu lieu à New Delhi, en 1978, sur l'impact de la science et de la technologie sur les valeurs culturelles et la qualité de la vie, où les participants ont tenté d'analyser les transformations objectives introduites et les changements qu'elles induisent dans les rapports entre les hommes, dans leur manière de se référer à travers leurs contextes aux données intellectuelles reçues ou adoptées. Bref, à travers les mutations de l'imaginaire, les experts ont voulu déceler les transformations réelles, préciser leur portée et mesurer leur impact. Une exigence d'invention est apparue qui n'est pas la sommation d'inventer, mais plutôt la liberté que les hommes revendiquent de faire leur histoire, d'être eux-mêmes dans le partage de l'universalité scientifique et technologique et dans les échanges qui les lient à toutes les autres régions, par la conviction qu'aujourd'hui universelle qu'à l'instar du temps, l'espace, à travers l'environnement naturel, n'est pas le produit de l'homme ou sa création, puisque c'est plutôt l'homme qui en est, d'une manière spécifique sans doute, non le produit mais l'habitant.

81. Parmi les autres travaux pendant la période considérée mentionnons, dans le domaine des études culturelles, le projet sur l'innovation culturelle dans les sociétés de développement technologique avancée. Une table ronde internationale s'est tenue sur ce sujet à Racine, Wisconsin (Etats-Unis d'Amérique), en 1976, où fut analysée notamment la relation entre la conception des appareils techniques et les valeurs culturelles et systèmes de valeurs, et l'importance de cette relation dans le transfert technologique.

82. On s'accorde de plus en plus à reconnaître l'importance et la valeur du savoir autochtone spécifique à chaque culture et son adéquation fonctionnelle à l'environnement socioculturel et économique des sociétés, face au savoir scientifique et technique moderne imposant son pouvoir uniformisateur et dépersonnalisant des diverses cultures. A ce propos, la publication de l'UNESCO intitulée Le monde en devenir fait remarquer ce qui suit.

"Dès qu'il est conçu comme global, le développement ne peut plus être l'extension directe au monde entier des connaissances, modes de pensée, modes de vie ou expériences propres à une seule région du globe; il faut mettre chaque développement local en relation avec ses valeurs et sa culture propres. Il ne suffit pas de transférer dans les pays en voie de

développement le stock de connaissances disponibles dans les pays développés; un tel processus exclut toute authentique implantation de la science et de la technologie dans les pays d'accueil, il favorise la "fuite des cerveaux" et ralentit même le progrès général des connaissances en privant l'imagination inventive de tout accès à des sources plus variées que celles ayant nourri le système actuel." 8/

Le transfert des connaissances devrait donc viser à obtenir une sorte de synthèse harmonieuse du savoir technique moderne et universel et personnalisé des peuples en vue de favoriser le développement endogène. C'est dans cette optique que l'UNESCO a organisé une réunion d'experts à Tanger (Maroc) en 1977 sur les conditions de l'adaptation des administrations publiques et des organismes de gestion pour le développement aux différents contextes socioculturels. En 1979 et 1980, des recherches seront poursuivies pour mettre en évidence des cas de création de formules originales d'adaptation des administrations publiques aux spécificités socioculturelles dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication. Ces travaux constituent la contribution de l'UNESCO à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement en 1979.

8/ Le monde en devenir : réflexions sur le nouvel ordre économique, UNESCO, Paris, 1976, annexe, par. 15.

VIII. INFORMATION, COMMUNICATION ET VALEURS CULTURELLES

83. Le rythme de l'expansion des médias de la communication et l'importance de mieux en mieux reconnue du rôle de la communication dans le développement de l'homme, comme aussi dans les rapports entre les nations, sont au centre des préoccupations de l'UNESCO. Face aux grands problèmes actuels, notamment la démocratisation de la culture et l'équilibre et le respect mutuel entre les cultures, les moyens d'information jouent un rôle important.

84. Dans un monde composé de nations souveraines, la communication apparaît comme une force culturelle qui sert à la fois les intérêts particuliers et l'intérêt général en favorisant un climat d'estime et de compréhension mutuelle et une participation accrue du public. Dans la plupart des pays les médias assurent un rôle vital pour la transmission de l'héritage, pour l'éducation continue et pour le changement des mentalités nécessaire à l'innovation. Dans les pays aux langues multiples et aux cultures diverses, ils accélèrent souvent le processus d'intégration nationale et la réalisation de l'identité culturelle par la diffusion des valeurs culturelles communautaires et des produits culturels et artistiques.

85. Pendant la période considérée et notamment lors de la Conférence intergouvernementale sur les politiques de la communication en Amérique latine et dans la région des Caraïbes, qui s'est réunie à San José en 1976, l'importance de la communication a été soulignée une fois de plus par les experts intergouvernementaux qui ont affirmé "qu'il est scientifiquement prouvé que (le) développement intégral (de l'homme) est conditionné et déterminé actuellement, comme jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité, par les techniques et systèmes de communication..." (Recommandation No 20). Lors de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes tenue à Bogota en janvier 1978, les experts ont mis l'accent cette fois sur "l'inadéquation des politiques culturelles et des objectifs de la communication..." et "les grands déséquilibres intranationaux et internationaux entre l'accès de la population aux moyens d'information - parfois surabondants - et la participation active, minime ou inexistante à ces moyens" (Recommandation No 24).

86. Consciente de ces problèmes, l'UNESCO s'est efforcée durant la période considérée d'aider les pays en développement à établir et renforcer leurs propres systèmes d'information et de communication en fonction de leurs besoins et de libérer ces pays de l'état de dépendance dans lequel ils se trouvent pour leurs systèmes de communication et d'information à l'égard des pays développés. A cet effet, mentionnons notamment la réunion d'experts sur le développement des agences d'information en Asie qui s'est tenue à Colombo en 1977 où la majorité des experts a soutenu la création d'un réseau d'échanges de nouvelles asiatiques avec l'établissement de centres de redistribution sous-régionaux. De plus, l'UNESCO s'est étroitement associée aux travaux des trois réunions en matière d'information groupant des pays non alignés, sur les organismes de radiodiffusion des pays non alignés (Sarajevo, 1977) et où a été préconisée la création de banques de

programmes télévisés des pays non alignés, sur le Pool des agences de presse des pays non alignés (Jakarta, 1978) et sur les travaux du Conseil intergouvernemental de coordination des pays non alignés (La Havane, 1978).

87. De plus, l'UNESCO a préparé la Conférence intergouvernementale sur les politiques de la communication en Asie et en Océanie qui doit avoir lieu à Kuala Lumpur en juin 1978. Faisant suite à la conférence analogue organisée en Amérique latine et dans les Caraïbes en 1976, cette conférence se propose d'étudier le rôle des moyens d'information dans une approche intégrée du développement et plus particulièrement en matière d'éducation, de science et de culture. Elle insistera également sur la communication en tant que moyen d'affirmation et de préservation de l'identité culturelle et comme instrument d'intégration nationale de même que sur la participation du public à la communication.

88. Une attention particulière sera accordée au danger que présente dans certaines régions la disparition des formes traditionnelles de la communication, ainsi que les inconvénients qu'il pourrait y avoir à adopter toutes les formes modernes de la technique sans prévoir leur incidence éventuelle sur le comportement social et les valeurs culturelles. On mettra l'accent sur la mise au point d'une technologie de la communication et de la diffusion de l'information qui soit endogène et donc appropriée.

89. De par l'influence qu'ils exercent dans la société, la Conférence se préoccupera des droits, des responsabilités et de la protection des personnels de la communication. En effet, dans de nombreux pays l'évolution politique, économique, sociale et culturelle a créé un climat dans lequel les médias et, partant, les professionnels de la communication doivent redéfinir les responsabilités sociales qu'ils assument en fonction des besoins présents et futurs des sociétés qu'ils servent; d'où l'importance également d'analyser avec précision les problèmes de la formation de ces personnels.

90. Enfin, un des projets les plus importants dans le domaine de la communication concerne le vœu exprimé par la Conférence générale à sa dix-neuvième session (Nairobi, 1976), selon lequel il était demandé à l'UNESCO de procéder à un examen de la totalité des problèmes de la communication dans la société moderne. A cet effet, une Commission internationale d'étude des problèmes de la communication a été constituée en 1976 et s'est réunie pour la première fois à Paris en 1977. Dans l'allocution d'ouverture, le Directeur général de l'UNESCO a défini ainsi le mandat de la Commission :

a) Etudier la situation actuelle en matière de communication et d'information et identifier les problèmes qui appellent une action nouvelle au niveau international, en tenant compte de la diversité des conditions socio-économiques, des niveaux et des types de développement;

b) Accorder une attention particulière, dans le cadre de cette étude, aux problèmes relatifs à la circulation libre et équilibrée de l'information dans le monde, ainsi qu'aux besoins spécifiques des pays en développement;

/...

c) Analyser les problèmes de la communication, sous leurs différents aspects, dans la perspective de l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial et des initiatives à prendre pour favoriser l'instauration de ce que l'on pourrait appeler "un nouvel ordre mondial de l'information";

d) Définir le rôle que pourrait jouer la communication pour faire prendre conscience à l'opinion des grands problèmes auxquels le monde se trouve confronté, le sensibiliser à ces problèmes et aider à les résoudre progressivement par des actions concertées sur le plan national et international;

e) Définir le rôle nouveau que les moyens de communication de toutes sortes pourraient jouer pour favoriser le progrès de l'éducation, de la science et de la culture, en tenant compte de la diversité des situations dans le monde.

91. A sa deuxième session, la Commission a poursuivi la discussion sur les problèmes généraux de la communication en se plaçant cette fois, à l'inverse de ce qu'elle avait fait à la première session, dans une perspective nationale en examinant notamment des questions relatives :

- a) A la liberté de l'information;
- b) A la signification et à la portée du concept de politique de communication;
- c) Aux rôles respectifs de l'Etat, des pouvoirs locaux, des milieux professionnels et des individus eux-mêmes dans une stratégie du développement de la communication;
- d) Aux exigences de la décentralisation et de la participation en matière de communication.

92. Tenant compte de l'importance considérable des agences de presse qui véhiculent la plus grande partie de l'information dans le monde d'aujourd'hui, la Commission a organisé un Colloque international sur l'infrastructure de la collecte et de la diffusion de l'information dans le monde, qui s'est tenu à Stockholm en 1978. Le thème majeur qui a été abordé concerne les insuffisances, les déséquilibres, les contraintes et les difficultés rencontrées ou constatées dans l'organisation de l'infrastructure des systèmes et moyens d'information à l'échelle mondiale et des moyens d'y porter remède, ainsi que le thème de l'objectivité et celui de l'équilibre de l'information.

93. Enfin, le secrétariat de la Commission est engagé dans la préparation d'un certain nombre d'études et de travaux de documentation et de bibliographie, soit directement, soit en faisant appel à des conseillers ou consultants extérieurs (commissions nationales, institutions ou spécialistes).

94. La Commission soumettra un rapport intérimaire à la Conférence générale de l'UNESCO à sa vingtième session (Paris, octobre-novembre 1978), alors que la mise au point du rapport final sera effectuée en 1979.

/...

IX. LES VALEURS CULTURELLES ET LE DEVELOPPEMENT DE LA
COOPERATION CULTURELLE INTERNATIONALE

95. Les contacts et les échanges entre différentes cultures réalisés sur la base de l'égalité et de la souveraineté des Etats peuvent contribuer véritablement à l'enrichissement des valeurs culturelles aussi bien nationales que régionales et mondiales. Depuis le fond des âges, les peuples ont entretenu des rapports culturels. L'interpénétration des cultures est un phénomène complexe qui souffre d'avoir été trop longtemps un phénomène subi ou livré au hasard des impérialismes et des mécanismes commerciaux. Les cultures vivantes sont reliées entre elles par la voie de la connaissance et il est aujourd'hui possible de prendre la mesure de la diversité culturelle du monde. Il en résulte une relativisation des cultures et le rejet de toute prétention à l'absolu. L'interaction entre les cultures s'opère par l'appropriation universelle des langages, qu'il s'agisse de l'écrit ou des médias les plus nouveaux. Ces voies par lesquelles s'opère l'interaction sont indispensables, car une culture fermée sur soi, rebelle aux influences extérieures, finit par se scléroser. Le choc de la différence donne tout son sens au phénomène complémentaire de l'approfondissement de chaque culture. Cependant, certaines cultures, sans être sclérosées, ne sont pas assez fortes pour résister aux influences extérieures.

96. Jusqu'ici, on n'a attribué qu'une place dérisoire au concept de culture dans l'étude des relations internationales, alors que la diversité culturelle est un des phénomènes les plus évidents dans le développement de l'homme. La compréhension interculturelle dépend de l'idéologie du groupe autant que du style cognitif et de la constellation affective de l'individu, car dans les cultures les plus diverses les hommes imaginent le monde tel que le leur transmettent les images acquises à l'intérieur de leur groupe.

97. Soutenir le pluralisme culturel c'est prétendre qu'au travers de la rencontre culturelle les peuples peuvent conserver leur identité et refuser des modèles donnés habituellement comme seuls possibles par les tenants de l'évolutionnisme culturel.

98. La conjoncture mondiale appelle une reconversion des rapports de coopération. S'il est vrai que ce qui valorise les cultures réside dans leur dynamisme et dans leur aptitude à s'intégrer aux réalités du siècle, les relations culturelles, notamment entre pays en développement et pays industrialisés, ne sauraient se réduire à une coopération à sens unique.

99. En effet, un besoin d'harmonie et de justice anime aujourd'hui la communauté internationale, comme si, à nouveau, elle reprenait conscience de son originalité créatrice et surtout de la nécessité d'étendre celle-ci au-delà du domaine du strict rationnel. Il s'agit d'abolir les iniquités, de remédier aux difficultés nombreuses et complexes d'un ordre industriel dont les carences ne doivent nullement faire oublier les prodiges qu'il a enfantés et dont le dépassement ne peut être épuisé par le mirage des retours aux sources. La prise de conscience

d'un certain nombre de faits comme le phénomène de dépendance qui révèle la communauté d'intérêts entre les appauvris et les enrichis, le fait que le sous-développement est, non pas une étape précédant le développement, mais une conséquence de la structure spatiale et déséquilibrée des échanges internationaux ou encore le caractère limité des ressources du globe, mais indéfiniment renouvelables, tout cela donne un sens à l'universalité d'une appartenance dont il faut repenser les normes. C'est donc une problématique humaine qu'il faut réaffirmer à une époque de mutation profonde qui rapproche les groupes sociaux, les peuples et les nations. Pendant la période considérée, lors de la réunion à Varsovie, en 1977, du Comité d'experts sur la préservation et l'épanouissement des valeurs culturelles (la place des valeurs culturelles dans le développement et la coopération internationale), les experts ont mis l'accent sur le rôle fondamental que joue la culture dans ses mutations, dans la mesure même où les changements qui touchent au développement économique affectent également le développement socio-culturel; d'où l'importance d'envisager l'avenir des sociétés dans leur dimension culturelle et considérer les valeurs culturelles comme un bien universellement désiré.

100. Mais les conditions pour assurer le développement culturel résident dans l'affirmation de la souveraineté culturelle des peuples, gage de leur identité et de leur authenticité. La paix dans le monde et la coexistence pacifique sont directement liées à ce principe.

101. Toujours pendant la période considérée, l'UNESCO a oeuvré par son plan à moyen terme pour que la solidarité internationale fondée sur une communauté de destin soit enracinée dans le contexte historique et géographique où se situent les différentes communautés du monde entier. Elle a voulu également promouvoir la réflexion sur la promotion et la protection des valeurs culturelles comme dimension fondamentale du développement. Lors de la réunion du Comité d'experts sur la préservation et l'épanouissement des valeurs culturelles tenue à Varsovie, une des recommandations les plus importantes a concerné la mise en oeuvre d'un ouvrage fondamental consacré à l'étude interdisciplinaire de la place et du rôle des valeurs culturelles dans les sociétés contemporaines. Il s'agit dans cet ouvrage de soumettre au crible de la réflexion les expériences tentées ici et là dans le monde et il serait fait appel à des compétences diverses réunissant philosophes, hommes de science, formateurs et créateurs. De plus, il fut suggéré à l'UNESCO d'entreprendre une étude exhaustive des perspectives philosophiques des divers systèmes de valeurs culturelles en vigueur dans le monde. Un projet concernant l'ouvrage en question sera présenté à l'approbation de la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa prochaine session en 1978.

102. Mentionnons enfin la réunion d'experts sur les droits et devoirs découlant, pour les Etats et les groupes, de l'établissement d'un nouvel ordre économique et culturel international, tenue à Paris en 1978, qui a lié les deux notions de paix et de justice à une philosophie du développement conçue à l'échelle universelle et donnant un contenu positif à la solidarité humaine. Lors de cette réunion, l'idée d'une charte de la coopération culturelle conforme à la notion du nouvel ordre économique international a été vivement soutenue.

X. CONCLUSIONS

103. Les projets de l'UNESCO dont il a été question dans le présent rapport sont loin de représenter l'ensemble des activités menées par l'Organisation pendant la période considérée. Ils concernent seulement quelques domaines jugés particulièrement importants pour la mise en oeuvre de la résolution 3148 (XXVIII) sur la préservation et l'épanouissement des valeurs culturelles.

104. La variété de ces projets caractérise l'effort accompli pour définir une approche nouvelle du processus de développement envisagé dans sa totalité. Ainsi se trouve dépassée la conception réductrice qui assimilait le développement à la simple croissance économique. L'approche nouvelle s'impose non seulement parce qu'elle permet d'embrasser toutes les réalités et situations nationales, mais aussi parce qu'elle est plus juste du point de vue du progrès social et parce qu'elle est, empiriquement, la plus efficace.

105. En effet, seule une mobilisation des efforts fondée sur l'identité culturelle et les valeurs culturelles issues des communautés directement intéressées peut assurer la mobilisation des ressources humaines d'initiative et de travail et, à long terme, le succès du processus de développement.

106. Au cours de la réunion du Comité d'experts qui s'est réuni à Varsovie en octobre 1977, sur la préservation et l'épanouissement des valeurs culturelles, les participants ont soutenu une recommandation stipulant "que les valeurs culturelles constituent l'atout majeur de l'humanité et que par conséquent toute forme de développement doit être initiée et poursuivie dans le contexte d'une culture spécifique et s'y appliquer" ^{10/}. Il serait bon que la communauté internationale tout entière en prenne de plus en plus conscience.

107. Les valeurs culturelles, du fait même qu'elles représentent la principale raison de vivre des hommes, ne sauraient se borner à servir l'individu, ni même le groupe social ou la nation. Elles sont aussi dépassement et compréhension. La coopération culturelle, telle que l'UNESCO s'emploie à la favoriser, vise à encourager le rapprochement et le dialogue entre les hommes et à renforcer la paix entre les États. C'est ce qui confère à la préservation et l'épanouissement des valeurs culturelles un surcroît de signification à l'heure où la communauté mondiale tout entière s'est engagée dans la recherche d'un nouvel ordre international plus juste et plus fraternel. C'est sur leur approfondissement et leur revalorisation visant à renforcer la concorde que reposent nos espoirs, et c'est dans cet esprit que l'UNESCO entend servir le développement et la paix.

^{10/} Voir le rapport final du Comité d'experts sur la préservation et l'épanouissement des valeurs culturelles, CC-77/CONF.614/COL.9, p. 6.